

11 septembre 2012 – Recrudescence de la répression envers les migrants au Maroc Une violence qu'on croyait révolue

**Mardi 11 septembre 2012 | Communiqué du
CMSM (Conseil des migrants subsahariens
au Maroc) et du GADEM (Groupe antiraciste
d'accompagnement et de défense des
étrangers et migrants).**

Le CMSM (Conseil des migrants subsahariens au Maroc) et le GADEM (Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants) publient aujourd'hui, une note sur la recrudescence de la répression envers les migrants au Maroc. Les deux organisations dénoncent un niveau de répression des migrants en 2012 qui n'avait plus été atteint depuis les malheureux événements de Ceuta et Melilla en 2005.

Violation de domicile, harcèlement et violences des forces de l'ordre, refoulements collectifs de l'Espagne vers le Maroc et du Maroc vers l'Algérie, y compris de mineurs et de femmes enceintes, ainsi que de demandeurs d'asile et réfugiés pourtant protégés par la législation marocaine, recours à des civils pour agresser les migrants : les forces de l'ordre marocaines et espagnoles reviennent à des pratiques répressives abandonnées depuis des années.

Le CMSM et le GADEM ont mené du 24 au 26 août une mission conjointe à Nador et ses environs et y ont rencontré des migrants. La note publiée par les deux associations reprend les témoignages recueillis lors de cette mission ainsi que les observations menées par les deux organisations depuis des mois et qui révèlent le degré de violence de la répression envers les migrants.

Le CMSM et le GADEM s'inquiètent de cette recrudescence de la répression et des conséquences qu'elle engendre. Aujourd'hui, comme lors de la répression ayant précédé les événements de Ceuta et Melilla en 2005, la psychose et la peur se sont installées.

Tous les signes sont là, malheureusement, pour montrer que le Maroc poursuit dans cette dérive sécuritaire en se faisant un acteur à part entière pleinement responsable de ses choix au détriment du respect de ses obligations internationales.

Le GADEM et le CMSM condamnent fermement les actes de violences des forces de l'ordre marocaines à l'encontre des migrants, demandent aux autorités marocaines de respecter les dispositions prévues dans la loi n°02-03 et de stopper toutes pratiques pouvant mettre en péril la santé et l'intégrité physique et morale des migrants. Enfin, le GADEM et le CMSM appellent le gouvernement marocain à construire une politique migratoire qui ne traite pas uniquement de la question sécuritaire, qui soit indépendante des dictats européens et respectueuse des droits humains afin que de tels événements ne se répètent plus.

Note conjointe en pièce jointe.